



## Commune de BALAGNY SUR THERAIN

Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Canton de Montataire

### PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 02 octobre 2025

Appel nominal des membres :

Présents : M. MARECHAL Philippe, Mme LUGEZ Carine, M. MARMIN Philippe, Mme GERARD Elodie, Mme ARHUR Sylviane, M. HERGLE Gilles, Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice.

Pouvoirs : M. VERHOESTRATE Jean-Pierre à M. MARECHAL Philippe.

Absents excusés : M. DUPAS Fabien, M. BAPTISTE Christophe, M. ANDRIES Christophe, Mme STIZ Catherine, Mme GUILLOU Marie Odile, M. VERHOESTRATE Jean-Pierre.

Membres en place : 14

Membres présents : 8

Nombre de votants : 9

Le quorum étant de 8, il est atteint avec 8 présents.

Il est 19h20 la séance est ouverte.

Secrétaire de séance : Mme GERARD Elodie

#### L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du Procès-verbal du 03 juillet 2025
2. Frais de scolarité 2024 / 2025
3. Demande de vente d'un terrain communal (parcelle 620)
4. Reversement aux associations
5. DM emprunt
6. Tarifs des sorties ALSH Toussaint
7. Séjour neige 2026

#### 1) Approbation du Procès-verbal du 03 juillet 2025

Monsieur MONVOISIN demande à obtenir la copie de la lettre de démission de Monsieur ETHEVE Jean-Victor.

Monsieur Le MAIRE lui fournira.

**VOTE POUR : 9**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

Mairie de Balagny sur Thérain  
Place Gabriel Péri  
60250 BALAGNY SUR THERAIN

tél : 03 44 26 48 43  
fax : 03 44 26 35 16  
e-mail : mairie-balagny-therain@wanadoo.fr

## 2) Frais de scolarité 2024 / 2025

Après vérification, il s'agit des frais de scolarité de l'année écoulée.

Monsieur Le MAIRE indique que deux élèves domiciliés à MAYSEL et un élève domicilié à MOUY sont scolarisés à BALAGNY SUR THÉRAIN.

Les frais de scolarité s'élèvent à 963 euros par enfant.

Le tarif de ces frais est sur la même base que l'année dernière.

**VOTE POUR : 9**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

## 3) Demande de vente d'un terrain communal (parcelle 620)

Monsieur Le MAIRE indique qu'une personne souhaiterait acquérir une partie de terrain communal situé sur la parcelle 620. Cette parcelle se trouve entre l'arborétum et l'école (Masson 2).

Cette personne souhaite acheter une partie de la parcelle sur 2 mètres de largeur sur 42 mètres de longueur soit en totalité 84 m<sup>2</sup>.

Cette personne sollicite en situation de handicap sollicite cet achat par courrier. Cela lui permettra d'implanter sa maison mais aussi ses rampes d'accès et un stationnement adapté.

Monsieur Le MAIRE demande l'avis du Conseil Municipal à savoir s'il serait d'accord pour que cette vente se tienne.

Madame MORELLE demande pourquoi la Mairie n'a pas préempté ce terrain dans le but d'agrandir l'école à l'avenir.

Monsieur Le MAIRE indique que la surface actuelle de l'école est suffisante et, permettra l'agrandissement de l'école à l'avenir.

Cette parcelle était auparavant un jardin.

Madame MORELLE demande si en ôtant les 2 mètres de longueur à l'école cela ne posera pas de problème si un projet d'agrandissement de l'école voyait le jour.

Monsieur Le MAIRE indique que la bâtisse existante située au fond côté jardin est un atelier inutilisé à ce jour – A côté de celui-ci il y a un puit artésien – puis 5 à 6 mètres entre le jardin et ce puit.

Des estimations ont été faites par des agences immobilières locales :

Agence A2M à MOUY : 1000 Euros

Agence La forêt à MOUY : 5000 Euros

Agence ORPI à BREUIL LE VERT : entre 7000 Euros et 8000 Euros

Madame LUGÉZ après lecture de l'estimation de l'agence A2M de MOUY fait remarquer que celle-ci n'est pas adaptée. « 1000 Euros pour un bande de terrain de 2 mètres de large sur 44 mètres de long sur la parcelle cadastrée section B n°621 pour 4682 m<sup>2</sup> »

Madame MORELLE interroge quant aux frais de découpage du terrain.

Monsieur Le MAIRE indique que les frais de géomètres sont à la charge de l'acquéreur.

Madame MORELLE demande si le futur acquéreur est informé que ces frais lui incomberont.

Monsieur Le MAIRE répond par l'affirmative.

Madame LUGÉZ demande si cette personne a déjà acquis le terrain situé juste à côté du bout de parcelle communale qu'il souhaite acquérir.

Monsieur Le MAIRE répond par la négative et ajoute que cette personne attend de connaître la décision du Conseil Municipal.

Monsieur MONVOISIN demande si les modifications cadastrales seront à la charge du futur acquéreur.



Monsieur Le MAIRE et Monsieur MARMIN répondent pas l'affirmative

Madame MORELLE est surprise par les estimations réalisées. En effet, il s'agit d'un terrain constructible et que le tarif minimum du mètre carré doit être de 1 euro.

L'estimation de l'agence immobilière A2M de MOUY est trop faible.

Madame MORELLE demande si Monsieur Le MAIRE connaît le prix auquel le terrain voisin serait vendu au futur acquéreur.

Monsieur Le MAIRE n'a pas cette information.

Monsieur MONVOISIN souhaite connaître le prix du mètre carré pour un terrain constructible à ce jour sur notre commune.

Monsieur Le MAIRE n'en a aucune idée, c'est pour cela qu'il a été demandé des estimations par des professionnels.

Madame LUGEZ n'est pas favorable à cette vente car cela induit d'empiéter sur le terrain de l'école, de plus la ruche est installée à côté du bâtiment.

Elle estime que lorsqu'une personne a un projet immobilier, il convient de rechercher des terrains adaptés sans avoir à acheter d'autres bout de terrain attenants.

Monsieur Le MAIRE souhaite savoir si le Conseil Municipal serait d'accord pour vendre ce bout de parcelle communal.

**VOTE POUR : 3**

**VOTE CONTRE : 3 (Mme GÉRARD – Madame LUGEZ – Monsieur MONVOISIN)**

**ABSTENTION : 3 (Madame ARHUR – Madame MORELLE – Monsieur HERGLE)**

**Dans ce cas de figure (égalité), la voix de Monsieur Le MAIRE compte double.**

Monsieur Le MAIRE demande au Conseil Municipal quelle estimation immobilière est retenue par le Conseil Municipal.

L'estimation de l'agence immobilière ORPI (entre 7000 euros et 8000 euros) semble la plus adaptée selon le Conseil Municipal.

Monsieur MARMIN propose un prix de vente 7500 euros.

Madame LUGEZ propose un prix de vente de 8000 euros

Monsieur Le MAIRE sollicite l'avis du Conseil Municipal pour un prix de vente de 8000 euros.

**VOTE POUR : 5**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 4 (Madame GÉRARD - Madame LUGEZ – Madame MORELLE – Monsieur MONVOISIN)**

Madame MORELLE précise que tous les frais de bornage seront à la charge de l'acquéreur.

#### **4) Reversement aux associations**

Monsieur Le MAIRE propose le reversement d'un montant de 4800 euros aux associations du village. A ce jour notre commune compte 16 associations, il est donc proposé de verser 300 euros à chaque association.

Monsieur MONVOISIN pense que la somme allouée à chacune des associations doit dépendre de son activité et en fonction du nombre d'adhérents. Cette proposition n'a pas beaucoup de sens.

Monsieur Le MAIRE indique que ce procédé est le même que l'année précédente.



Madame MORELLE souhaite connaître l'origine de ces 4800 euros.

Monsieur Le MAIRE indique qu'il provient des recettes des différents tournages réalisés.

Madame LUGEZ s'interroge sur le nombre d'associations.

Monsieur Le MAIRE précise que l'année précédente il y avait 19 associations mais, cette année il n'y en a plus que 16.

Il cite :

- ✓ Karaté
- ✓ Le judo club
- ✓ A.D.O.T 60
- ✓ Les amis du patrimoine
- ✓ Le souvenir Français
- ✓ Le loisirs club du Thelle
- ✓ OJSS
- ✓ Pêche
- ✓ Pétanque
- ✓ Rythme et équilibre
- ✓ Team Terrier Blanc
- ✓ UMRAC
- ✓ Le club des supporters
- ✓ L'USB
- ✓ Les ornithorynques
- ✓ Akènes

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 1 (Monsieur MONVOISIN)**

**ABSTENTION : 1 (Madame MORELLE)**

#### **5) DM emprunt**

Monsieur Le MAIRE informe avoir reçu la Banque des Territoires en juin dernier.

Un emprunt est possible pour la commune suite aux catastrophes subies en 2024.

Cet emprunt permettrait d'effectuer les travaux pour Pérel – La rue de la Colline – la rue de la Libération ainsi que l'affaissement situé au Clos du Larris.

La commune est éligible pour un emprunt d'un montant de 201 510 euros. Cela permettra notamment de réaliser l'avance pour le paiement des factures de travaux.

Il est prévu que la commune paie le montant total des factures – puis fasse la demande des retours de subventions sollicitées pour la réalisation des travaux – et, pour finir avec l'argent des subventions, rembourser l'emprunt par anticipation avant la fin de l'année 2025.

Les travaux sont faits au fur et à mesure : les travaux à Pérel sont faits, par la suite l'affaissement de la RD, enfin les travaux de la rue de la Libération – rue de la Colline – Le Clos du Larris.

Madame MORELLE souhaite connaître le retour quant aux différentes demandes de subventions sollicitées précédemment.

Monsieur Le MAIRE répond avoir obtenu des retours positifs concernant : Pérel – la rue de la Libération. En attente, il reste le retour qui concerne la demande de subvention pour la RD.

Madame MORELLE souhaite connaître les dotations validées.

Monsieur Le MAIRE indique que pour les 3 demandes réalisées qui concernent des travaux : 76%

Madame MORELLE s'étonne avoir pris connaissance d'un devis concernant les travaux de Pérel (déjà faits) pour un montant de 105 000 euros qui est au-dessus du seuil des marchés de travaux.

Monsieur le Maire précise que le montant est de 85 000 euros HT. Les précédentes délibérations ont d'ailleurs été prise sur le montant des 85 000 euros. Les 105 000 euros sont TTC.



Monsieur MONVOISIN demande à quel moment le vote quant à la réalisation des travaux à Pérel a été fait.

Monsieur Le MAIRE indique qu'au moment du vote des subventions le sujet a été abordé.

Un mail a été envoyé aux membres du Conseil Municipal et, lorsque des demandes de subventions sont faites, il s'agit bien de réaliser les travaux.

Monsieur MONVOISIN indique d'ailleurs que personne n'a répondu à ce mail.

Madame MORELLE indique que la demande de subvention est une chose mais la réalisation des travaux en est une autre.

Monsieur MONVOISIN souhaite savoir si la commune est capable de supporter les 20 %, il déplore le fait qu'aucune discussion ne se soit tenue autour de ce sujet.

Monsieur Le MAIRE répond que la commune est capable de le supporter dans le cas contraire les travaux n'auraient pas été engagés si cela pénalisait la trésorerie de la commune.

Monsieur MONVOISIN indique que ces travaux ont été engagés en dehors d'une décision du Conseil Municipal.

Monsieur Le MAIRE rappelle qu'une discussion s'est tenue au décours de laquelle l'accord des subventions avait été mentionnée. Le choix des entreprises pour réaliser ces travaux avait été consulté également. Concernant les travaux de Pérel, il n'y avait qu'une seule société (POISSON).

Monsieur MONVOISIN souhaite connaître le nom des autres sociétés contactées.

Monsieur Le MAIRE répond « RAMERY » et « COLAS ».

La société RAMERY s'est déplacée mais à l'heure actuelle le devis n'a pas encore été transmis.

La société COLAS quant à elle n'a pas répondu.

Monsieur Le MAIRE indique qu'à ce jour il est question de créer une ligne budgétaire pour cet emprunt qui sera mise en recette en « 1641 » pour un montant de 201 510 euros.

201 510 euros.

Pour équilibrer le budget, il sera mis en dépenses en « 2151 » pour un montant de 21 510 euros.

Monsieur MONVOISIN souhaite connaître la durée de l'emprunt et son taux.

Monsieur Le MAIRE informe que la phase de pré financement est de 0 à 60 mois – la durée d'amortissement de 25 ans – les échéances seront annuelles – le taux actuel sera celui du Livret A + 0.6% pour la Banque des Territoires – Le remboursement anticipé sera sans pénalités.

Monsieur MONVOISIN questionne quant au droit de la commune à faire des emprunts.

Monsieur Le MAIRE explique que normalement la commune n'a pas le droit de faire d'emprunt jusqu'en 2033 mais il s'agit là d'un emprunt exceptionnel accordé dans le cadre de la catastrophe naturelle dont la commune a été victime l'année passée.

Madame MORELLE constate que Monsieur Le MAIRE a décidé de la réalisation de l'ensemble des travaux.

Monsieur Le MAIRE pense que pour les habitants de la commune, il est bien que ces travaux soient réalisés.

Madame MORELLE souligne qu'aucun choix n'avait été fait quant aux entreprises – Il avait été défini de retenir les devis les plus chers pour effectuer les demandes de subventions.

Monsieur Le MAIRE rappelle qu'un mail de sa part avait été envoyé aux membres du Conseil Municipal lors de la période estivale de vacances pour lequel il n'a pas eu de retours. Il est possible de dialoguer aussi par mail.

Madame MORELLE estime que ce choix aurait dû être fait lors d'un Conseil Municipal.

Monsieur Le MAIRE informe que les travaux à venir sont :

- La RD pour laquelle tous les documents ont été transmis aux membres du Conseil Municipal ainsi que le nouveau devis
- La rue de la Libération pour laquelle était en concurrence la société « Médinger » et « Eiffage » Médinger a le devis le moins cher.



Pour le moment les travaux n'ont pas débuté. Il demande aux membres du Conseil Municipal avec quelles sociétés ils souhaitent travaillés.

Madame MORELLE

Pense que les décisions sont déjà prises comme pour Pérel.

Monsieur Le MAIRE rappelle concernant les travaux de Pérel qu'il n'y a qu'un retour sur les 3 sociétés sollicitées.

Monsieur MONVOISIN s'étonne que la trésorerie communale soit suffisante pour assumer ces travaux et, questionne le besoin de faire appel cet emprunt de 201 510 euros.

Monsieur Le MAIRE explique qu'il y a des salaires à régler et puis d'autres choses à mettre en place et cela permettra de pouvoir continuer à conserver cette trésorerie. Au fur et à mesure des travaux il sera question de pouvoir rembourser en anticipation lorsque les subventions seront perçues par la commune.

Madame LUGEZ questionne : Dès réception des subventions, elles sont reversées à la Banque des Territoires pour venir en atténuation de l'argent qu'ils auront prêté à la commune.

Monsieur Le MAIRE répond par l'affirmative.

Monsieur MONVOISIN demande si la Banque accepte de recevoir des remboursements anticipés partiels.

Monsieur Le MAIRE répond par l'affirmative.

Madame MORELLE demande si le montant cité précédemment des 201 510 euros correspond au cumul exact des subventions.

Monsieur Le MAIRE répond par l'affirmative.

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 2 (Madame MORELLE - Monsieur MONVOISIN)**

**ABSTENTION : 0**

#### 6) Tarifs des sorties ALSH Toussaint

Madame GÉRARD indique que 2 sorties sont préparées par l'équipe de l'ALSH.

La première se tiendra le mercredi 22 octobre prochain pour déjeuner au MC Donald de MONTATAIRE puis suivre une séance au cinéma Pathé. Les enfants partiront en bus avec un départ programmé à 11h00 de l'ALSH et un retour sur la commune à 16h30. Les parents fourniront une enveloppe avec la somme demandée et le menu désiré par leur enfant.

L'ALSH demande à la commune de prendre en charge la somme de 288.76 euros TTC afin de compléter le financement du transport en bus. En effet, le transport est réglé avec l'enveloppe annuelle octroyée par la Communauté de Commune de la Theilloise mais il manquera une petite partie.

La journée sera facturée aux parents au tarif habituel + 6 euros supplémentaires pour la séance de cinéma.

Madame MORELLE souhaite savoir si le nombre d'enfants partant pour cette sortie est connu.

Madame GÉRARD répond qu'à l'heure actuelle le nombre d'enfant partants n'est pas connu.

La seconde sortie est programmée le mercredi 29 octobre prochain pour se rendre dans un parc d'attractions ; DENNLYS PARC situé dans le PAS DE CALAIS.

Le transport s'effectuera en bus et, sera financé intégralement par le budget de la Communauté de Commune de la Theilloise. Le départ est prévu à 08h00 de l'ALSH – Le retour à 19h00 sur la place communale.

Le pique-nique et le goûter devront être fourni par les parents.

La journée sera facturée aux parents au tarif habituel + 15 euros supplémentaires pour l'entrée au parc.

Le devis du DENNLYS PARC s'élève à un montant de 645 euros TTC.

Madame MORELLE après avoir consulté la fiche de présentation de sorties ALSH transmises aux membres du Conseil Municipal remarque que selon le programme détaillé : les enfants se rendent aux toilettes 2 fois en 15 minutes de temps.



Madame GÉRARD explique s'appliquer à mettre en place une organisation auprès du service de l'ALSH et notamment la rédaction de ces fiches de présentations par les agents, elles sont certainement trop détaillées pour cette partie.

Elle précise que ces fiches sont un réel appui pour permettre la présentation complète et détaillée des différentes sorties de plus, elles valorisent aussi le travail organisationnel produit par le service de l'ALSH. C'est la première fois qu'elles sont utilisées et transmises.

Madame MORELLE demande qui est le rédacteur des projets.

Madame GÉRARD ne reconnaît pas encore les écritures.

Madame MORELLE fait remarquer que le projet DENNLYS PARC contient quelques fautes d'orthographe.

**VOTE POUR : 9**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

### 7) Séjour neige 2026

Madame GÉRARD présente le séjour proposé.

Le séjour neige 2026 est proposé aux élèves scolarisés en classe de CM2 de Madame QUELIN au nombre de 25 à ce jour.

Le séjour se déroulera à ABONDANCE en Haute Savoie du samedi 14 février au samedi 21 février 2026.

Le départ est programmé la samedi 14 au soir – Le retour s'effectuera dans la nuit du vendredi 20 u samedi 21 février. Ils voyageront en autocar, la compagnie retenue n'est pas encore connue mais il s'agit d'une compagnie d'autocar de la métropole Lilloise. Celle-ci sera indiquée sur la convocation transmise aux parents d'élèves.

Le centre d'accueil d'hébergement est le centre « Les clarines » - Le chalet comprend 5 niveaux avec 4 salles d'activités au rez de chaussée – 1 salle de restauration – 3 étages de chambres dotées de douches et lavabos chacune – WC dans les étages.

Les loueurs de ski se déplaceront jusqu'au enfants.

La restauration comprend : petits déjeuners – déjeuners – goûters – dîners – Une spécialité culinaire locale sera offerte aux enfants durant le séjour.

Les activités comprises durant le séjour sont :

- 4 journées de ski
- 4 cours ESF à raison de 2h par vacation comprenant également le passage de test lors de la dernière séance de ski et l'insigne offerte.
- 1 séance de chiens de traineau qui est très appréciées par les enfants avec la découverte notamment du métier de Musher
- Visite d'une fromagerie
- Descente aux flambeaux par les moniteurs – Il est précisé que cette activité se tiendra selon l'état de l'enneigement
- Luge au pied des pistes
- Veillées proposées chaque soir avec des activités diverses et variées.

Les pistes se trouvent à 5-10 minutes de l'hébergement. Le trajet entre les pistes et l'hébergement se fera en autocar.

Sur une base de 25 élèves partants, le coût total du séjour s'élève à 22 750 euros.

Le tarif par enfant sera donc de 910 euros.

La commune, comme chaque année propose de prendre à sa charge 50% du financement du séjour par enfant.



Soit 455 euros pris en charge par la famille de chaque enfant et, 455 euros pris en charge par la commune pour chaque enfant.

Les paiements pour les familles du montant de 455 euros pourront s'effectuer en 6 fois maximum avec une première échéance en janvier 2026.

Il sera également proposé aux parents qui en sont dotés d'utiliser des chèques ANCV et ANCV connect.

Dans ce cas de figure, les parents paieront avec leurs chèques vacances à Océane Voyages Juniors qui, nous reversera le trop-perçu.

Une réunion de présentation du séjour pour les parents d'élèves en présence de l'équipe de Océane Voyages Juniors se tiendra le 09 décembre prochain

Madame MORELLE demande si le tarif de ce séjour n'est pas plus élevé que celui de 2025.

Madame GÉRARD précise que pour le séjour neige 2025, il y a 16 élèves qui sont partis sur une classe de 25.

Le montant total pour ces 16 élèves partants était de 14 080 euros. Le séjour se déroulait à SAINT JEAN SAINT NICAOLAS dans les Hautes Alpes.

Par enfant, le séjour à coûter au total 880 euros.

Le séjour 2026 à ABONDANCE a été choisi car il était déjà le premier choix en 2025 au regard de son rapport qualité-prix et de la diversité des activités qui y sont proposées mais, il était déjà complet.

Une augmentation est constatée pour 2026 bien qu'une remise commerciale ne soit accordée à la commune.

**VOTE POUR : 9**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

### **QUESTIONS DIVERSES :**

Madame MORELLE questionne sur l'existence d'une impasse « dafnis » à BALAGNY SUR THÉRAIN.

Monsieur Le MAIRE répond par l'affirmative et indique qu'elle appartient au domaine privé et ne sera pas remise dans le domaine public.

Ces noms de rue ont été défini par l'ancienne municipalité.

Madame MORELLE souhaite connaître l'état d'avancement concernant la vente du broyeur évoqué lors du précédent Conseil Municipal.

Monsieur Le MAIRE lui indique que la vente du broyeur a été publiée sur le site communal pour un montant de 4500 euros - Personne ne s'est positionné – Son prix a été baissé à 1500 euros.

Un affichage est également visible en Mairie.

Une personne est toujours intéressée pour l'acquérir.

Un retour de « jardin et mécanique » est attendu quant à l'estimation de ce matériel.

Madame MORELLE concernant sa précédente demande relative à l'état des comptes communaux n'a pas obtenu la totalité des documents demandés.

Monsieur Le MAIRE répond que seul le chapitre 12 des comptes concerne les salaires du personnel et, n'a pas être transmis.

Madame LUGEZ précise que les noms de familles des agents y figurent et, qu'il n'est pas possible de les diffusés.

Monsieur MONVOISIN indique qu'ils ne souhaitent pas obtenir les noms, ils souhaitent obtenir le montant global pour monter un compte de résultats.



Madame LUGEZ demande si le montant total de chaque compte conviendrait sans le descriptif car il n'est pas possible de fournir ces pages du grand livre.

Monsieur Le MAIRE propose de transmettre le montant global.

Monsieur MONVOISIN demande le montant global « par compte » du chapitre 12.

Monsieur MONVOISIN s'étonne de ne pas avoir trouvées parmi les recettes celles relatives à la ferraille. Monsieur Le MAIRE indique que pourtant ces recettes ont bien été incluses dans les comptes mais ne sait pas dans quel compte.

Madame LUGEZ indique que cette recette figurera certainement à l'avenir dans le compte « le boiserie »

Il faut savoir également qu'il existe un temps de latence entre le moment où le chèque est entre les mains de la commune et le moment où la Trésorerie l'inclut dans les comptes communaux.

Monsieur MONVOISIN interroge quant au montant de la recette concernant la ferraille.

Monsieur Le MAIRE indique que le dernier chèque reçu est d'un montant de 2550 euros.

Le précédent autour de 4000 euros.

Au total près de 6000 euros.

Monsieur MONVOISIN indique que les échanges par mail étant considérés comme « un lieu de discussion », il rappelle avoir interpellé Monsieur Le MAIRE sur « le sujet » par mail.

Il a été répondu « Je prends acte » - Il demande ce que veut dire cette réponse.

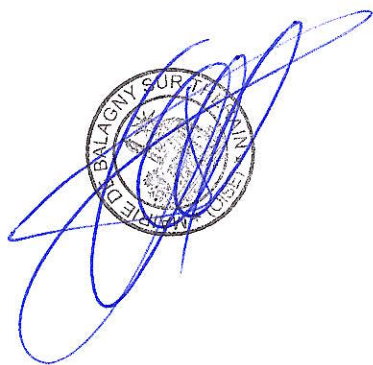
Monsieur Le MAIRE lui répond que cela veut dire qu'il a bien reçu son message.

Sur un second mail une réponse a été faite.

Monsieur MONVOISIN n'a pas eu de réponse concernant son mail au sujet de la ferraille.

Séance levée à 20h00.

MARÉCHAL Philippe  
Maire de Balagny sur Thérain



Elodie GERARD  
Secrétaire de séance